

## Réduction du train de vie de l'Etat

### Les fonctionnaires de Fougamou édiflés

C.O.

Libreville/Gabon

**L'initiative est des responsables du Parti démocratique gabonais (PDG) dans cette localité de la province de la Ngounié, chef-lieu de département de Tsamba-Magotsi.**

UNE délégation des cadres du Parti démocratique gabonais (PDG), originaires de Tsamba-Mogotsi, dont le membre du Comité permanent du Bureau politique, Guy Bertrand Mapangou, par ailleurs ministre d'Etat, porte-parole du gouvernement, et Lucie Milebou Aubusson Mboussou, présidente du Sénat, a séjourné à Fougamou le week-end dernier.

Lors d'une rencontre avec les agents de l'Etat en poste dans cette localité, ces personnalités ont relayé le message du gouvernement, sur le bien-fondé et la pertinence des mesures annoncées au terme du Conseil des ministres du 21 juin dernier visant essentiellement à réduire le train de vie de l'Etat.

Tout au long de leurs interventions respectives, Mapangou et Milebou Aubusson ont tenu à rassurer les agents de l'Etat, une centaine, en service dans cette partie du Gabon, en leur expliquant que la mise sur bon de caisse des fonc-



Le ministre d'Etat en charge de la Communication et porte-parole du gouvernement, Guy-Bertrand Mapangou (2è à d) s'adressant aux fonctionnaires de Tsamba-Magotsi.



Les agents de l'Etat de Tsamba-Magotsi (Fougamou) au fait des nouvelles mesures gouvernementales.

tionnaires ne les touche pas. Du moins pas pour l'instant. Mais elle concerne plutôt les 51000 fonctionnaires de l'Estuaire.

Le ministre d'Etat Guy Bertrand Mapangou n'a pas manqué d'insister sur les retombées de ces mesures. Les qualifiant même de "mesures courageuses, audacieuses, responsables et indispensables" au regard de la situation économique actuelle de notre pays.

"L'application de ces décisions devrait permettre d'optimiser le fonctionnement de l'Etat, de la Fonction publique, d'assainir les finances publiques, de rendre plus soutenable la masse salariale et de renforcer l'action sociale au profit des populations les plus vulnérables", ont soutenu ces responsables du parti au pouvoir.

Il faut souligner que cette initiative des cadres "pdgistes" de Fougamou était une réponse aux consignes de la hiérarchie de leur formation politique qui, au cours d'une récente réunion à Libreville, a demandé aux siens de se déployer dans leurs fiefs respectifs afin d'expliquer le bien-fondé des mesures récemment annoncées par l'Exécutif. Mais qui, à ce jour, sont diversement appréciées, aussi bien au niveau de la classe politique qu'au sein de la société civile.

## "Conscience et action citoyenne" soutient le gouvernement

LLIM

Libreville/Gabon

LE président de Conscience et action citoyenne (Cac), parti politique membre de la galaxie présidentielle, Florentin Moussavou, a animé, le week-end dernier, une conférence de presse à son siège, sis au quartier Plein-Orety, dans le 1er arrondissement de la commune de Libreville.

Au cours de cet échange avec les hommes et femmes des médias, il s'est déclaré favorable aux mesures gouvernementales visant à réduire le train de vie de l'Etat.

"Le Conseil des ministres en sa séance du 21 juin dernier a décidé de rétablir les équilibres budgétaires garantissant le redressement économique de notre pays. Nous avons pris le temps d'observer, d'écouter, d'entendre et de consulter les experts de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) à laquelle nous appartenons et certaines autres intelligences qualifiées en la matière", a-t-il dit. Et l'ancien membre du gouvernement de poursuivre : "La réunion de la MRSE, convoquée par le Premier ministre, qu'accompagnaient les membres du gouvernement directement impliqués dans la mise en œuvre des mesures annoncées le 21 juin, a

achevé de nous convaincre". D'autant que, précisera-t-il : "L'action du gouvernement ne vise en aucune manière à asphyxier les agents publics, mais bien au contraire à rétablir les exigences d'un équilibre social assumé, permanent et durable". D'où sa démarche d'aller à la rencontre des populations et des syndicats, pour essayer de leur faire comprendre le "bien-fondé de toutes ces mesures". Abordant, par ailleurs, les législatives à venir, il a laissé entendre que "Cac entend jouer pleinement le rôle qui est le sien, celui d'aller à la conquête des urnes partout où besoin se fera sentir, afin d'assurer au président de la République, Ali Bongo Ondimba un soutien sans faille".

Et Florentin Moussavou de conclure : "A l'avant-veille des élections législatives et locales, nous voudrions inviter l'ensemble de nos compatriotes, à favoriser les conditions d'un climat qui garantisse la tenue de celles-ci, dans la sérénité. L'avenir de notre pays en dépend. Les Gabonais ont en effet besoin d'aller voter, sans penser tout le temps, sans craindre chaque fois, que le pays, le Gabon va s'embraser."



Le président du Cac, Florentin Moussavou lors de sa déclaration.

Photo : LLIM